

Entre Paris et Tambacounda...

B.S. est parti pour l'Europe vers 1971, date de début de la sécheresse selon lui (2). A son premier retour, en 1974-1975, il a acheté les premiers outils de culture attelée à Tambacounda, dans un magasin d'État. Puis sont venues les années 1984 à 86, où l'association intervillageoise de Diyabougou s'est créée et a entamé un programme de réalisations, dont une banque de céréales. En 1989, B.S. rentre avec un projet: *"Je cultive du mil, du maïs, de l'arachide et je construis un magasin; quand j'ai récolté, je mets tout dans le magasin; je garde jusqu'à la saison des pluies et là, je vends aux habitants avec un bénéfice"*.

Les choses ne se sont pas passées comme il l'imaginait. Y a-t-il eu un désaccord, un décalage avec des partenaires administratifs et non gouvernementaux sur lesquels il comptait? Y a-t-il eu une concurrence avec d'autres projets comparables? B.S. n'en dira pas plus. Toujours est-il qu'après sept ans au village, il est revenu en région parisienne en 1996. Maintenant, les économies qu'il compte réaliser ne seront plus destinées à l'agriculture mais plutôt au commerce et à la construction de maisons à Tambacounda qui seront louées. Pas besoin, dans ce cas, d'obtenir l'aval d'un partenaire...

M.S. est arrivé en France en 1963. Lorsqu'il évoque l'évolution de la vie au village depuis trente ans, il ne parle pas d'association d'habitants. En revanche, il cite celle des ressortissants, créée tout dernièrement mais, aui, dans les faits, fonctionnait de longue date. Les cotisations des membres ont été investies dans un moulin à mil, une mosquée et les fournitures scolaires lors de l'ouverture d'une école. M.S. nourrit-il des projets pour le retour au pays? Après 30 ans d'activité chez Citroën, la retraite doit bientôt arriver. Comme

Quel est lien entre les parcours des émigrés et les dynamiques associatives dans les villages? Réflexion à partir d'entretiens (1) avec des ressortissants du Sénégal

ses enfants n'auront vraisemblablement pas le même parcours migratoire que le sien, il songe pour eux à une activité rémunératrice au pays. Une fois rentré au pays, M.S. aura tout le temps de la mettre en place. Plusieurs ressortissants d'un autre village semblent avoir gardé un souvenir déçu d'une dynamique associative, apparemment essoufflée semble-t-il. Pourtant, si des GIE, de jeunes, notamment, se créent aujourd'hui avec des projets très divers, les débats des débuts de l'association, voici dix ans, y sont sans doute pour quelque chose.

Les émigrés, quant à eux, situent plutôt leurs projets personnels dans un cadre urbain, celui de Tambacounda (gestion d'une salle culturelle, taxi, ambulance, commerce de pièces détachées auto et moto...). Le village ne semble plus constituer un cadre satisfaisant pour l'avenir. "Je ne peux pas m'y investir; ça ne marchera jamais", dit l'un d'eux. Le bilan des réalisations les a rendus plus prudent. Ils hésitent désormais à présenter leurs projets devant une grande assemblée. "A quoi ça sert de parler tant qu'on n'a pas les moyens?"

Venu d'un village voisin qui n'a pas connu une telle vie associative, K.S. a été, en France en contact avec de futurs animateurs villageois qui avaient reçu une longue formation au GRDR avant leur retour au pays. Pour sa part, il a des tas de projets pour ses vacances au village: essais de conservation de fourrage, construction des citernes pour conserver l'eau de pluie. Il a le désir de transmettre à ses enfants son espoir dans l'agriculture. Il aimerait que plus tard ses enfants – son aînée, 12 ans, vit en région pari-

sienne – fassent des études supérieures agricoles. Les enfants se laisseront-ils convaincre?

S.W., quant à lui nous éclaire sur le sens d'une rupture dans la trajectoire d'un émigré. Père de famille, sa vision des choses a bien changé par rapport à celle qu'il avait vingt ans plus tôt. Au début des années quatre-vingt, tout juste arrivé en France; les contrats d'interim étaient confortables et réguliers; ses préférences allaient vers les boîtes de nuit et les grosses motos. Puis, la crise s'accroissant, les possibilités de faire des économies se sont amenuisées. En 1991, S.W. a eu un premier enfant; en 1994, un deuxième. Maintenant, il aimerait bien réunir les fonds nécessaires pour lancer une épicerie – avec un service de livraison – entre Tambacounda et son village...

Ces trois entretiens avec des émigrés semblent ne pas laisser apparaître une influence décisive des dynamiques associatives locales sur leurs projets personnels (3). Les motivations qu'ils invoquent sont plutôt liées à des perspectives économiques, à des contraintes sociales et familiales. Il ne s'agit pas de nier l'intérêt d'un tel mouvement associatif au village mais de bien prendre la mesure de la « fracture sociale » (4) qui se produit à partir du moment où l'Africain travaillant en France découvre d'autres possibilités économiques ■

Philippe Sahuc

Ancien secrétaire technique du réseau GAO, chercheur indépendant, 8 imp. Féval, 31500 Toulouse



1. Etude réalisée à la demande du Club du Sahel, 2 rue André Pascal, 75775 Paris cedex 16.

2. Plusieurs des émigrés interrogés ont situé le début de la sécheresse à des dates différentes, ce qui peut s'expliquer par des différences régionales. La date retenue coïncide souvent avec leur départ vers la France. Le climat a-t-il été un point si déterminant?

3. J.-P. Prod'homme, P. Sahuc, S. Snrech, A.-S. Primaux, *Des conditions d'émergence, de fonctionnement et de pérennité des groupements villageois au Sénégal*, Ministère français de la coopération, 1987, 102 p.

4. En France, la fracture sociale désigne une évolution vers « le bas » de certaines populations économiquement exclues. En Afrique, un tel mouvement vers « le haut » s'observe ici ou là. Il pourrait produire le même décalage.



Certains ressortissants sont déçus par la vie associative de leur village d'origine en voie d'essoufflement